

L'ÉCLOSION

Des esprits malins tentent d'écourter la période de grâce du Cnsp

Circulez, l'heure du bilan n'a pas encore sonné !



Éditorial

Devoir de résistance

Ibrahim YERO

Le Peuple nigérien a résisté face à toutes les tentatives pour lui barrer la route vers sa souveraineté. Il est resté courageux face aux menaces d'invasion guerrière de la Cédéao ; il n'a pas cligné les yeux devant l'arrogance et les subversions du président français Emmanuel Macron ; il demeure stoïque à l'épreuve des sanctions inhumaines, illégales et criminelles de la Cédéao et de l'Uemoa. Le Peuple du Niger a résisté, résiste encore et s'est même doté d'une « Place de la résistance » dans la capitale. Les premiers fruits de cette résistance sont déjà récoltés : les nouvelles autorités du Cnsp sont maintenues par la détermination du Peuple, elles ont remporté le bras de fer avec la France sur le retrait de ses troupes dont les convois de départ ont commencé depuis le mardi 10 octobre 2023. Toutes ces victoires d'étapes, nous les avons eues grâce à 4 choses : la Volonté de Dieu, le courage du Cnsp et du gouvernement, le soutien et la détermination du Peuple et, enfin, l'appui de nos amis et frères que sont : le Mali, le Burkina Faso, la



L'économie américaine sur une corde *tensionnée*

Mauvaise gouvernance de la Renaissance

Environ 400 milliards FCFA d'or disparu dans la nature en 2022

Sous Bazoum, Le « démocrate », l'armée française tue 3 nigériens pour un seul convoi, mais sous le Général Tiani, des centaines de convois traversent le pays sans incident

La légitimité porte des treillis militaires au Niger

Mauvaise gouvernance de la Renaissance

Environ 400 milliards FCFA d'or disparu dans la nature en 2022

Par : A. Razak Harouna

En 2022, le Niger a perdu environ 400 milliards de FCFA qui se sont volatilisés dans la nature. De quoi s'agit-il ? En visite sur les sites aurifères de Tchibarkaten dans le département d'Iférouane (région d'Agadez), du 10 au 11 octobre 2023, le gouverneur de la région d'Agadez, le général de brigade, Ibra Boulama Issa, a annoncé que notre Pays a perdu une grande quantité d'or. « **Rien que l'année dernière, il y'a eu une vingtaine de tonnes d'or du Niger qui ont été mis sur le marché international (...) dont l'Etat n'a aucune connaissance, l'Etat n'a aucune retombée par rapport à cela** », a déploré le gouverneur d'Agadez. « **Il est important d'arrêter ce pillage** », a-t-il martelé.

Voyez-vous comment des individus égoïstes ont entravé le développe-



ment de ce pays durant plus d'une décennie. Pour un pays comme le Niger, 400 milliards de FCFA serviront certainement à beaucoup de choses, si et seulement cela a été utilisé à bon escient (au profit du peuple). Vous conviendrez avec moi que notre pays n'est pas pauvre, mais il est mal géré. Hormis tous les détournements des deniers publics qui ont caractérisé çà et là le règne de la renaissance, des individus (les agents de l'Etat) sans

vergogne aucune en sont aller jusqu'à piller les ressources naturelles, les vendre sur les marchés internationaux comme si les ressources du pays sont les produits de leur entreprise privée. C'est effectivement, l'une des raisons qui fait en sorte que notre pays n'arrive toujours pas à s'en passer de l'aide extérieure. Tout récemment les Etats Unies ont coupé leur aide au développement au Niger qui tourne autour de 400 milliards de FCFA.



Somme que quelques individus sont capables de détourner, sans que l'Etat ne s'en rende compte. Prenons par exemple les 400 milliards et mettez les dans le domaine de l'Education, moteur du développement de tout pays, nous estimons que cela veut dire beaucoup pour ce secteur. Ces 400 milliards de FCFA ont été pillés des sites aurifères d'Agadez qui ont été découverts récemment. Combien de milliards ont été détournés pour les autres sites du pays ?

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

Guinée et le Togo ainsi que nos partenaires internationaux. Pour donc espérer engranger d'autres victoires d'étapes qui nous rapprocheraient davantage de notre objectif de souveraineté, il nous faut impérativement préserver les 4 choses citées plus haut et persévérer dans la même dynamique. Or, à regarder de près, ce sont ces éléments fondamentaux de notre force commune que nos ennemis internes et externes tentent de nous enlever avec, hélas, le soutien inconscient de certains compatriotes de bonne foi mais qui se laissent naïvement utiliser sans s'en rendre compte. Disons-le très clairement : sans le soutien du Peuple, le Cnsp ne serait pas aujourd'hui au pouvoir. Ce soutien est moins la mobilisation constante depuis le 26 juillet et les déclarations subséquentes que la cohésion nationale sur la nouvelle trajectoire de notre Pays. C'est en effet la quasi-unanimité des Nigériens sur la reconquête de la

souveraineté nationale et le rejet total de l'ancien régime qui nous a permis d'être où nous sommes aujourd'hui. Notre unité/union est donc notre arme nucléaire pour dissuader nos ennemis qui sont embusqués à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières guettant la moindre occasion pour pulvériser nos espérances, nous remettre dans les chaînes que nous tentons de défaire à jamais. En conséquence, il n'y a pas lieu, pour nous, de crier victoire, de baisser la garde ou encore de nous laisser emporter par l'arme fatale du diable : l'empressement. Nous devons garder la tête sur les épaules, les pieds sur terre pour comprendre que le chemin parcouru est infiniment petit par rapport au trajet qui nous attend et pour lequel nous avons un devoir de résistance, de persévérance, de résilience et de lucidité. Nous ne sommes pas sortis de l'auberge et nous devons le garder constamment en tête. D'ailleurs, en dirigeant visionnaire, le Président du Cnsp, le Général de brigade

Abdourahame Tiani nous a prévenus dans son message à la Nation du 2 août dernier. « **C'est donc le moment, par devoir de vérité, de vous dire que les semaines et les mois à venir seront certainement difficiles pour notre pays. Ceux qui s'opposent à nous sont sans limite lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts égoïstes. Ils ne s'arrêteront que face à la ferme détermination du peuple nigérien à défendre ses intérêts et sa souveraineté. Ils ne s'arrêteront que face à un peuple uni et solidaire mené par des dirigeants patriotes. Ils ne s'arrêteront que face à notre résilience et notre engagement à défendre notre dignité, notre liberté et notre pays.** » Ceux d'entre-nous à qui il arrive de revisiter ce message à la Nation savent certainement qu'il pourrait constituer un tableau de bord pour chaque Nigérien et chaque Nigérienne.

Pour finir, retenons que notre force demeure dans notre unité/union que nos ennemis tentent de nous enlever à travers des publications

malsaines et grotesques ainsi que des analyses erronées sur les plateaux des médias occidentaux. Nous devons donc travailler à maintenir et renforcer notre unité/union jusqu'à être totalement imperméable à toute manœuvre visant à nous diviser, à nous vulnérabiliser, à nous détruire. Des choix politiques et des erreurs de gestion de nos gouvernants ne doivent ni ne peuvent nous pousser à la division en ce moment crucial de notre vie commune. Pour l'heure, nos nouvelles autorités méritent notre entière confiance sans laquelle elles ne pourront pas poursuivre la voie patriotique qu'elles ont empruntée depuis le 26 juillet. Nous devons leur faire confiance jusqu'à ce qu'elles se dévient de cette trajectoire. Notre confiance en elles et notre soutien constant sont, pour nous, un devoir de résistance que rien ni personne ne doit pouvoir disloquer ni même éroder.

Des esprits malins tentent d'écourter la période de grâce du Cnsp

Circulez, l'heure du bilan n'a pas encore sonné !

Par : Ibrahim YERO

En règle générale, les régimes démocratiques issus d'un processus électoral plus ou moins normal bénéficient d'une période de grâce allant de 6 à 12 mois selon les cas. Au cours de celle-ci, les revendications sont mises en standby et l'on s'interdit de juger l'action gouvernementale dans le fond. D'ailleurs, l'on ne parle de bilan qu'à l'issue des cent (100) premiers jours de gouvernance. Et même là, il ne s'agit véritablement pas de bilan mais juste une espèce d'évaluation non pas des résultats obtenus mais seulement de la structuration de la nouvelle administration. Le premier bilan de l'impact de la gouvernance n'intervenant – et dans une moindre mesure – qu'au bout d'une année de gestion. Et ça, c'est dans les conditions normales de pression et de température en d'autres termes en cas de régime démocratique avec des institutions constitutionnelles qui jouent chacune son rôle. Mais voilà qu'après seulement 80 jours d'exercice du pouvoir d'État par le Cnsp et une soixantaine de jours pour le gouvernement de Mahamane Ali Lamine Zeine, certains veulent déjà parler de bilan. Ce qui paraît déraisonnable au regard du contexte dans lequel le Cnsp a pris le pouvoir et l'animosité des organisations sous-régionales et la France contre le Niger.

Le contexte

Contrairement aux précédents connus par notre Pays, le coup d'État du 26 juillet a été particulièrement combattu. Nos voisins du Mali et du Burkina Faso qui ont, tous deux, connus deux putschs chacun en l'espace de quelques mois n'ont pas vécu autant d'acharnement que le Cnsp. La pilule a été si amère, non pas pour les Nigériens directement concernés, mais pour certains pays de la Cédéao, de l'Uemoa, de l'Ua mais aussi de l'Otan et de l'Onu. Ils ont fait et continuent de faire feu de tout bois pour entraver la marche du Niger



vers sa souveraineté, sa libération du joug français. Pour cela, aucun moyen n'est de trop, aucune morale n'est utile, aucune humanité n'est universelle tant que cela peut leur permettre de nous martyriser, de nous agenouiller et nous faire renoncer à notre souveraineté, à notre dignité. Les sanctions inhumaines, illégales et criminelles de la Cédéao et de l'Uemoa, le spectre d'une intervention militaire contre le Niger, en sont le témoignage éloquent. A cela, il faut ajouter la menace interne que constitue la présence de l'armée française sur notre territoire, dans notre capitale, et les tentatives de déstabilisation qui vont avec.

Malgré tout, le Cnsp et le gouvernement arrive à faire tourner le pays condamné à s'effondrer en « deux semaines » selon les anciens dignitaires qui prédisaient que le Niger ne pouvait pas tenir suite à la batterie de sanctions en tous genres devant le TUEP (le mot est bien pesé).

Les attentes légitimes

La première véritable attente que l'on doit avoir vis-à-vis du pouvoir actuel est incontestablement d'empêcher que le Niger s'effondre comme souhaité par certains chefs d'État à savoir Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal, Bola Ahmed Tinubu du Nigeria, Patrice Talon du Bénin et leur maître à penser Emmanuel Macron de la France. Il faut empêcher à ceux-là qui veulent détruire le Niger et son peuple de réussir

leur funeste projet. Jusqu'à ce jour, c'est une mission réussie par autorités qui parviennent à protéger notre Pays sur le plan militaire (la sécurité intérieure et extérieure), à fournir le minimum vital à la population (eau, électricité, vivres, médicaments etc.). Ce, en dépit des sanctions qui visent à nous empêcher d'accéder à tout cela à travers la fermeture des frontières mais aussi les sanctions financières dont le gel des avoirs de l'État du Niger à la Bceao et dans les autres banques.

Les attentes farfelues

Revendiquer une chose et son contraire ! C'est à cet exercice que s'adonnent certains concitoyens qui sont visiblement ou soit pressés de renouer avec les revendications ou sont dans une logique de briser la cohésion nationale autour des autorités s'ils n'ont carrément pas dans un agenda en porte à faux avec la sauvegarde de la patrie et la défense de la souveraineté nationale. Si l'on peut comprendre la nouvelle ère de liberté dont jouissent les Nigériens depuis la fin de l'impitoyable régime de la Renaissance qui marchait sur les libertés fondamentales en interdisant systématiquement les manifestations publiques, rétrécissant la liberté d'expression, pousse certains à donner de la voix ; il n'est pas compréhensible que l'on demande une gouvernance vertueuse tout en exigeant une rapidité dans le remplacement des cadres de l'administration. Pour tourner la

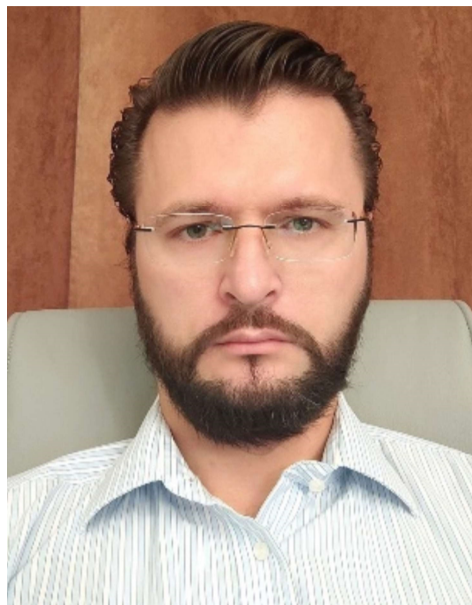
page de l'ancien système, faut-il, sans discernement, renvoyer tous les cadres qui ont travaillé sous l'ancien régime ? Pour les remplacer par qui ? Les premiers noms qui viennent à l'esprit ? Ou, au contraire, faut-il évaluer ceux qui sont là afin de voir qui est à la hauteur de la tâche et qui ne l'est pas pour ensuite, chercher, trouver et nommer éventuellement telle ou telle autre personne ? Le Cnsp et le gouvernement sont décidés à bien faire les choses dans l'intérêt supérieur du Niger. C'est une évidence. Mais au regard des pratiques de l'ancien régime qui a tristement réussi à corrompre les valeurs morale, sociétale, religieuse et administrative au profit des contrevaux de toutes sortes, il faut de la prudence dans les choix. Il faut aussi un travail méticuleux pour dénicher les compétences et les personnes dévouées à l'État. Ce dernier aspect est très important au regard de la saison des opportunistes que nous vivons depuis la fin de la malheureuse Renaissance. Ils sont nombreux à avoir vite retourné leur veste tentant de se faire une nouvelle virginité alors qu'ils ont été complices voire acteurs de la situation que nous venons de traverser. L'on remarque que dans les nouvelles nominations, les postes liés aux finances et aux marchés publics sont en grande partie donnés aux forces de défense et de sécurité. Ce qui suppose une volonté de nommer des gens connus par le Cnsp mais aussi éviter le risque de se faire tromper par des ... *Suite P. 4*

Ukraine : les véritables origines de la guerre (1ère partie)

Oleg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.

Il est facile et particulièrement commode pour les représentants de la société occidentale de se rassembler derrière les narratifs de l'OTAN sur les raisons du conflit armé en Ukraine et de ne pas se mettre dans l'inconfort du doute et de la remise en question des postulats préétablis et dominant l'opinion public.

Pourtant, la sortie de cette zone de confort intellectuel qui n'est, en réalité, psychologiquement, qu'une zone de peur, est un exercice incontournable pour tous ceux qui privilè-



gient la recherche de la vérité, qui, parfois, peut être bien différente des narratifs préétablis.

Dans cette analyse je n'entrerai pas dans les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui, mais je parlerai du rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les États-Unis d'Amérique.

L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée.

Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à attendre dans le cadre d'un grand

but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même.

Les raisons-déclencheurs annoncées par les parties en confrontation ne sont que le reflet du point culminant, du haut de l'iceberg des divergences profondes qui, non seulement, ne peuvent plus être résolues par la voie diplomatique, mais, même au contraire, une solution diplomatique serait un obstacle à la réalisation des objectifs préétablis et soigneusement dissimulés.

L'instauration des démocraties

En terme général, les États-Unis d'Amérique et, auxiliairement, le monde dit occidental affirment que les conflits armés menés directement ou « orchestrés » par le monde de leur initiative ont pour raison l'instauration des états de droit, des libertés individuelles et collectives et de la lumière de la démocratie sur les territoires visés par la lutte face à la tyrannie, la dictature et la barbarie sanguinaires qui y résident.

En analysant l'intégralité de plus de cinquante guerres et interventions armées menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, directement ou indirectement, par le bras armé des USA et/ou par procuration, via les pays satellites, et en analysant les résultats ultimes des hostilités on ne peut que faire un constat majeur :

soit les États-Unis d'Amérique sont incroyablement mauvais dans la réalisation de leurs objectifs préétablis, car ils ne sont jamais atteints - pas une seule fois;

soit, et pour être plus sérieux, les véritables raisons de la mise à feu et en cendres de parties du monde d'une manière discontinue ne sont pas tout à fait, ou, pour être plus précis, n'ont rien à avoir avec celles affichées.

Nul doute sur l'objectivité de ce constat, car il y a beaucoup trop de précédents de « réalisations », dont on connaît les résultats finaux. En mentionnant que les majeurs parmi elles, on peut citer les guerres en Corée et en Chine, au Guatemala, au Vietnam et au Cambodge, en Irak, en Bosnie et en Serbie, en Afghanistan, en Libye et en Syrie.

Sans parler de tant d'autres interventions américaines dans l'histoire contemporaine, y compris avec des bombardements directs de civils, comme à Cuba, au Congo, au Laos, à Grenade, au Liban, au Salvador, au Nicaragua, en Iran, au Panama, au Koweït, en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Pakistan.

Suite P. 8
Et même cette liste n'est nullement exhaustive, car elle ne prend pas en compte tant d'opérations confidentielles menées de par le monde dans le but de « l'instauration des valeurs démocratiques et des droits de

Suite de la page 3

civils trop enclins à la corruption et aux détournements des deniers publics.

Par ailleurs, on demande aux autorités d'être justes mais on leur demande aussi de jeter en prison des citoyens sans enquête ni procès ; on leur dit de « ressusciter » la justice dans toute la plénitude de sa mission mais on leur demande également d'imposer à la justice des décisions ; on reconnaît que l'institution judiciaire n'est pas assez fiable et qu'il faut la réformer en profondeur, on met la pression pour accélérer la lutte contre la délinquance financière mais on reproche aussi de créer la Coldeff pour remettre l'État dans ses droits en récupérant ce qui lui a été volé. Où est la logique ici ? Tout le monde sait que les 3 ans au plus que doit

durer la transition ne suffiront pas pour assainir et réformer la justice afin qu'elle puisse jouer pleinement rôle mais on refuse la solution intermédiaire pouvant permettre de récupérer les deniers publics.

Les résultats obtenus

En plus de réussir – Dieu sait comment – à assurer la sécurité du Niger et de son Peuple, de pouvoir assurer l'approvisionnement du pays en produits essentiels à la vie, le régime de Niamey a déjà à son actif plusieurs résultats. La rentrée scolaire s'est déroulée dans des conditions normales comme si le Niger n'était pas étouffé par un implacable embargo. A l'heure actuelle, il n'y a pénurie de quoi que ce soit même si l'on peut évoquer une relative inflation et une insuffisance de certains produits importants. Les salaires des fonctionnaires

de l'Etat continuent d'être payés malgré tout. Ce qui est une prouesse remarquable au vu du contexte. L'électricité continue d'illuminer nos vies avec, certes, des délestages à longueur de journée. Mais tout porte à croire que cela ne serait qu'un mauvais souvenir dans un avenir très proche. Tous ceux qui ont suivi le dernier déplacement du Premier ministre Lamine Zeine à Bamako au Mali ont pu l'entendre promettre de l'électricité à nos frères maliens. Evoquant la centrale électrique de Salkadamna du Niger d'une capacité de 600 mégawatts, « nous allons apporter notre modeste contribution » au Mali, a-t-il déclaré devant la presse malienne. En recoupant ces propos avec les conclusions du Conseil des ministres de samedi dernier faisant état d'une communication « *relative*

aux perspectives de la desserte en énergie électrique suite à la suspension de la fourniture de l'énergie électrique par le Nigéria », l'on est tenté de croire qu'une solution est imminente pour satisfaire les besoins en électricité. Cela nous montre aussi la nature de l'équipe dirigeante qui se refuse de verser dans les annonces pompeuses et les promesses mirobolantes. En lieu et place, le régime du Général Tiani travaille à accomplir des actions salvatrices sans tambour ni trompette. C'est une caractéristique des grands hommes d'Etat : parler peu, agir beaucoup contrairement aux renaissants. En tout cas, dans les jours à venir, une agréable surprise pourrait être découverte par les Nigériens concernant l'énergie électrique.

L'ÉCLOSION

Sous Bazoum, Le « démocrate », l'armée française tue 3 nigériens pour un seul convoi, mais sous le Général Tiani, des centaines de convois traversent le pays sans incident

La légitimité porte des treillis militaires au Niger

Par : Ibrahim YERO

La légitimité d'un pouvoir peut se jauger par deux choses : le soutien populaire dont il bénéficie et sa capacité à se faire écouter et obéir par la population. Cela, parce qu'un régime peut être démocratiquement élu et perdre la légitimité populaire si sa gouvernance ne répond pas aux aspirations de son peuple. Tout comme, un pouvoir peut ne pas être démocratique et disposer une légitimité populaire remarquable. C'est en tout cas ce que nous montre ce regard croisé sur les événements de Téra et le retrait des troupes françaises du Niger....

Le Samedi 28 novembre 2021, un convoi de l'opération Barkhane composé de 80 véhicules escortés par une centaine de militaire français parti de la Côte d'Ivoire quatre jours plus tôt à destination de Gao, au Mali, est arrivé à Téra dans la région de Tillabéri. Dès 6h du matin, des centaines de jeunes de la ville de Téra s'étaient mobilisés pour empêcher le passage dudit convoi. Ils revendiquaient de voir le contenu des camions estimant que c'est l'armée française qui alimente en armement les terroristes qui sévissent dans la région. Le face à face entre manifestants et militaires français va durer jusqu'à 11h les premiers refusant de céder le passage aux seconds. Après 5heures d'horloge de tension, ni les



autorités locales, ni le gouvernement ni même le président de la République Mohamed Bazoum n'ont pu désamorcer la crise. A 11h30, les militaires français tirent à balles réelles (léthales) avec des munitions de l'Otan tuant 3 jeunes Nigériens et blessant 11 autres pour se frayer un chemin et continuer, comme si de rien n'était, leur route sur Gao. Pourtant, Mohamed Bazoum venait d'être investi président de la République il y'avait jusque 7 petits mois. On ne pouvait donc pas imaginer que la prétendue popularité qui lui a permis d'être « élu » s'était déjà érodé au point où des jeunes d'une localité située à seulement 200km de la capitale refusent de l'écouter.

D'ailleurs, ce même convoi avait subi le même blocage 10 jours plus tôt par des manifestants à Kaya au Burkina Faso voisin. Mais là, les autorités burkinabè ont réussi à évi-

ter le pire en obtenant le passage du convoi sans effusion de sang.

Aujourd'hui que le pouvoir de Niamey s'est installé non par les urnes mais bien par un coup d'Etat militaire, ce n'est pas un convoi de 80 véhicules escortés par une centaine de soldats français mais bien des centaines de convois, des milliers de véhicules et plus de 3 000 soldats français qui sont organisés. Par un simple communiqué du Cnsp demandant aux citoyens de faciliter le passage des convois militaires français et d'éviter toute hostilité à leur égard, les Nigériens sont restés coi sur les quelques 1500km que traversent lesdits convois en territoire nigérien avant d'atteindre le Tchad. Une semaine déjà que les militaires français quittent par voies aérienne et terrestre, aucun incident n'a été signalé sur le territoire national. Les Nigériens ont écouté et suivi à la lettre les recom-

mandations de leurs autorités et se contentent de lever la main en signe d'adieu scandant souvent « bon débarras » au passage des convois non sans filmer les véhicules avec les téléphones portables pour ensuite partager sur les réseaux sociaux.

Pourtant, le sentiment antifrançais s'est accru depuis le renversement du régime de la Renaissance affidé à la France avec surtout l'hostilité dont fait montre cette dernière à l'égard du Niger et de son pouvoir militaire. Ceci prouve que les Nigériens sont sur la même longueur d'onde que leurs dirigeants auxquels ils vouent une obéissance remarquable contrairement à l'ancien régime dont les décisions sont généralement rejetées par la population et ne s'imposent que par la force publique. C'est la preuve que le pouvoir du Général de brigade Abdourahmane Tiani ne souffre d'aucune illégitimité auprès des Nigériens dont il a le destin en mains. Et ce n'est pas à la France et son Macron ni à la Cédéao de décerner un Brevet de légitimité aux autorités nigériennes.

Notre Peuple a fait son choix souverain, nos amis nous aident, nos ennemis nous combattent mais ces derniers doivent se convaincre que nous sommes décidés à atteindre notre objectif : la souveraineté pleine et entière de notre beau pays, le Niger.

L'ÉCLOSION

Pèlerinage 2024

Le pays hôte s'engage, le Niger s'active pour une bonne organisation

Par : A. Razak Harouna

Suite à l'ouverture du hadj 2024 par les autorités saoudiennes le 16 septembre dernier, le Commissariat à l'Organisation du Hadj et de la Oumra (COHO) du Niger a entamé les préparatifs à travers une cérémonie, le samedi 14 octobre 2023 au centre Amir Sultan de Niamey. Au cours de ladite cérémonie, le COHO



a exposé son chronogramme de l'édition 2024, tout en appelant les

acteurs au respect strict des dates fixées par les autorités saoudiennes pour une organisation réussie.

C'est dans ce sens que Mohamed Hafiz Oumar, directeur département programmation COHO a indiqué « L'Arabie Saoudite a fixé la date du 25 février pour la fin de la signature de tous les contrats de prestation avec les prestataires saoudiens. Ils ont fixé la date du 1er mars pour l'ouverture de visa pour tous les

pays organisateurs du hadj 2024 et la clôture interviendra le 29 avril. »

D'après le directeur département programmation, par rapport à ces dates, ils (le COHO) ont aussi fixé des dates pour leurs activités de l'organisation du hadj 2024. C'est ainsi qu'ils comptent démarrer les inscriptions des pèlerins le 17 octobre prochain et ils comptent arrêter les inscriptions à partir du 20 décembre 2023.

Suite P. 6

L'économie américaine sur une corde *tensionnée*

L'Amérique se trouve aujourd'hui au moment le plus critique de son histoire moderne. Elle est menacée d'un effondrement qui, s'il se produit, entraînera la majeure partie du monde dans sa chute.

La dette américaine a désormais, dans un contexte d'inflation élevée, de hausse des taux d'intérêt (la plupart des analystes économiques s'attendent à ce que la banque centrale américaine continue de relever les taux) et d'incertitude économique croissante, dépassé 33 mille milliards de dollars en septembre 2023 et s'élève à 124 % du PIB. Et le déficit du gouvernement général – c'est-à-dire le gouvernement fédéral et les collectivités locales – dépasse 7 % du PIB. Ce niveau d'endettement est plus de trois fois supérieur à celui de 2008 (10 mille milliards de dollars) et 10 fois supérieur à celui de 1990 (3,2 mille milliards de dollars). Les niveaux d'endettement des États-Unis ont considérablement augmenté ces dernières années, en particulier après une augmentation de 50 % des dépenses fédérales entre les exercices 2019 et 2021, selon les données du département du Trésor américain.

Cette dure réalité a conduit la Chambre et le Sénat à adopter, début juin 2023, la législation nécessaire qui relève le plafond des emprunts fédéraux tout en imposant certaines limites aux dépenses.

Ceci, bien sûr, a été fait afin d'éviter une faillite catastrophique du gouvernement, c'est-à-dire le scénario dans lequel le pays déclarerait défaut, incapable de payer ses créanciers et de payer les salaires et les retraites, ce qui aurait évidemment un impact négatif catalytique sur les marchés internationaux, ainsi que dans l'économie américaine et mondiale, compte tenu de l'ampleur de la dette américaine.

L'accord sur la dette permet notamment de suspendre pendant deux ans, jusqu'au 1er janvier 2025, soit la pé-



Isidoros Karderinis est journaliste, romancier et poète.

riode qui suivra les élections présidentielles extrêmement critiques pour la planète entière de novembre 2024, la limite maximale d'emprunt du public américain (31,4 mille milliards de dollars).

Cependant, la plus grande économie du monde s'est retrouvée une fois de plus confrontée à la perspective d'une fermeture du gouvernement. Ainsi, le Congrès a récemment adopté le projet de loi de financement à court terme pour éviter un «shutdown» du gouvernement (c'est-à-dire la faillite des États-Unis) quelques heures seulement avant la date limite et garantit le financement jusqu'au 17 novembre, tout en excluant toute nouvelle aide à l'Ukraine. Une fermeture du gouvernement qui mettrait au chômage des dizaines de milliers d'employés fédéraux sans salaire et suspendrait divers services gouvernementaux commencerait à 00h01 le dimanche 10/1/2023. Une exception serait toutefois le personnel requis pour des fonctions étatiques telles que la défense, les fonctions de police ou d'autres fonctions vitales, qui resterait en service sans rémunération.

Le récent accord de 45 jours visant à maintenir le gouvernement ouvert a fait naître un risque entre octobre et novembre, un point où il pourrait finir par causer davantage de dégâts aux chiffres du PIB du quatrième trimestre. Bloomberg Economics estime que chaque semaine de fermeture réduit d'environ 0,2 point de pourcen-

tage la croissance annuelle du PIB, la plupart mais pas la totalité se rétablissant une fois le gouvernement rouvert.

Dans le même temps, en mars 2023, trois banques aux États-Unis d'Amérique ayant une activité importante dans le domaine de la technologie et des crypto-monnaies se sont effondrées. Il s'agit plus précisément de Silvergate Bank, de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Cela a été suivi par l'effondrement, le rachat et la fermeture d'une autre banque, First Republic Bank, en mai 2023.

Il y a actuellement 725 banques américaines sur la liste des décès de la FDIC. La pression exercée sur le secteur financier par les faillites bancaires reste une menace. La crise bancaire n'est pas un problème de qualité des conditions de crédit, mais est provoquée – désormais – par l'incapacité à financer la dette américaine en constante augmentation.

En outre, de nouvelles menaces menacent de faire dérailler l'économie américaine. La liquidation des actions en septembre a poussé le rendement des obligations à 10 ans à un sommet de 4,6 % depuis 16 ans. Des coûts d'emprunt plus élevés sur une période plus longue ont déjà fait chuter les marchés boursiers. Ils pourraient également mettre en péril la reprise du secteur immobilier et dissuader les entreprises d'investir.

En outre, de nombreux analystes financiers qualifient la réactivation imminente des prêts étudiants fédéraux, après la fin d'un gel pandémique de trois ans et demi, de choc potentiel pour l'économie. Près de 44 millions d'emprunteurs commenceront à payer en moyenne 393 dollars. Inévitablement, cela signifiera moins de dépenses ailleurs, du moins pour certains ménages.

Par ailleurs, depuis le 15 septembre, le syndicat United Auto Workers est engagé dans une grève historique contre les trois principaux constructeurs automobiles de Détroit : Ford,

GM et Stellantis N.V., qui, selon une étude du groupe Anderson, a coûté en une semaine seulement aux États-Unis une économie de plus de 1,6 milliard de dollars.

Dans le même temps, les crises des prix du pétrole ont généralement, tout au long de l'histoire des États-Unis, contribué à déclencher des récessions. En d'autres termes, les crises des prix du pétrole ont été suivies d'une récession. Les prix élevés de l'or noir augmentent les coûts pour un large éventail d'entreprises et pèsent sur les budgets des consommateurs, entraînant une hausse de l'inflation et une baisse des dépenses de consommation. C'est une recette pour un désastre économique auquel le monde est une fois de plus invité à faire face. Il convient également de noter que les prix du pétrole se sont envolés depuis juin en raison des réductions de production des plus grands producteurs mondiaux de brut (OPEP+, qui comprend la Russie et l'Arabie saoudite). Les prix du pétrole brut Brent, référence internationale, ont augmenté de 28 % depuis leur plus bas du 11 juin de 74 dollars le baril à plus de 95 dollars le baril, pour atteindre 100 dollars le baril.

Mais les événements dans le reste du monde pourraient également entraîner les États-Unis sur une trajectoire descendante. La deuxième économie mondiale, la Chine, est embourbée dans une crise immobilière. Dans la zone euro, les prêts diminuent à un rythme plus rapide qu'au plus bas de la crise de la dette souveraine, signe que la croissance, déjà stagnante, est sur le point de ralentir.

En conclusion, je voudrais souligner que l'horizon de l'économie américaine et des marchés devient de plus en plus sombre. Les nuages sombres dans le ciel financier s'épaississent, provoquant naturellement inquiétude et peur, et annonçant que la tempête ne tardera malheureusement pas à arriver.

L'ÉCLOSION

Suite de la page 5

« Ils (les saoudiens, ndlr) ont besoin de savoir le nombre des pèlerins par pays à partir du 8 janvier 2024. C'est pourquoi cette année avant cette date au Niger, nous soyons en possession du nombre de nos pèlerins que nous allons convoier en Arabie Saoudite » a souhaité Mohamed Hafiz Oumar.

A l'issue de la cérémonie, le Commissariat à l'Organisation du Hadj et de la Oumra (COHO) a décerné des témoignages de satisfaction aux agences les plus performantes lors de la dernière édition (hadj 2023). Deux critères ont importé dont la bonne organisation et les services rendus aux pèlerins nigériens. De ce

fait, l'agence Rawdatul Ahabab a occupé la première place, devant l'agence Sawki voyage et Hambali voyages a occupé la troisième place. Notons que le Conseil des ministres tenu le même jour a remplacé le Commissaire du COHO et son secrétaire général. Ainsi, c'est désormais le prédicateur Ali Hamouda

plus connu sous le nom de Ben Salah qui prend la direction du commissariat au hadj secondé par Monsieur Boubacar Abdoulaye, Secrétaire général.

Défense de la patrie

Des opportunistes se cachent derrière le célèbre « Labu Sanni No »

Les événements du 26 juillet 2023 au Niger sont en train de donner à ce proverbe africain qui dit « *c'est quand le vent souffle que l'on voit les fesses de la poule* » tout son sens. En effet, depuis l'avènement des militaires au pouvoir, plusieurs visages sont en train d'être démasqués. Parmi les 26 millions de nigériens, l'on voit des patriotes (à l'image des militaires et de ces vaillants citoyens qui se battent courageusement pour leur Pays), des apatrides tels que (Hassoumi Massoudou, Ouhoumoudou Mahamadou et consorts). Mais, à part ceux-là, il y'a une autre catégorie de personnes, que l'on pourrait appeler la « bande d'opportunistes » qui fait le plus de bruit, d'ailleurs. Ces gens se cachent derrière « la patrie » pour défendre leurs intérêts égoïstes et mesquins.

Eh bien, pour ceux qu'on connaît déjà, inutile de mentir. Pendant une douzaine d'années, le Niger a gravement sombré dans la mauvaise gouvernance sous le règne de la renaissance. Pendant ce temps, beaucoup ont « consolidé », et nous ont condamnés à « avancer » dans la médiocrité. Des journalistes, des enseignants-chercheurs, des acteurs de la société civile, des politiciens... tous, ont laissé les renaissances jongler à leur guise le destin des pauvres citoyens nigériens.

A commencer par la presse qui est censée lutter pour l'intérêt général. Fort malheureusement, au Niger, excepté même les médias publics, beaucoup de journaux ont été des vrais militants politiques du régime. A toutes les actions gouvernementales, ces journaux ont applaudi et soutenu en disant ce que le gouvernement veut entendre, ignorant carrément ce que le peuple nigérien était en train de vivre réellement (parlant du malheur dans lequel, les nigériens étaient plongés). Si, à ces moments pénibles, ils ont dénoncé la mauvaise gouvernance, peut-être qu'aujourd'hui, leur « champion » ne serait pas « séquestré » comme certains aiment bien le dire. Au lieu de ça, ils ont préféré seulement défendre leurs marmites, quitte à leur



concitoyen de mourir de faim. Et à notre grande surprise ces médias, sans la moindre pudeur changent leur ligne éditoriale pour soi-disant être désormais dans un combat pour la patrie. Ils veulent ainsi changer de veste comme toujours en pareille circonstance pour commencer une espèce de griotisme aux nouveaux dirigeants.

Les intellectuels, (les enseignants-chercheurs et autres) ont également, depuis le 26 juillet, commencé à se soucier de la patrie. « Sourds » et « aveugles » depuis plus d'une décennie, les intellectuels du pays, ont attendu maintenant pour comprendre qu'ils sont utiles à la Nation et que leurs mots comptent. C'est d'ailleurs pourquoi, ils courent derrière les journaux pour que leurs articles soient publiés ou s'invitent aux débats télévisés pour faire des analyses. D'après eux, cela est d'une importance capitale car ils pensent que leurs propositions et suggestions pourraient permettre au CNSP de bien mener la transition tout en permettant l'amélioration des conditions de vie des nigériens et le progrès du pays.

Hélas, seulement maintenant ! Où étaient-ils pendant que les nigériens subissaient impuissamment la loi dictatoriale et injuste des renaissances ? Où étaient-ils lorsque, noyés jusqu'au cou dans le fleuve des malheurs, les nigériens criaient « au secours » ? Évidemment, à côté de la plage en train de profiter de la belle vie.

Nous estimons que si à ce moment, ils nous avaient envoyés leurs écrits, nous les aurions publier avec grand plaisir, ou en donnant leurs avis sur la gouvernance de façon objective et honnête, cela

aurait dû aider Issoufou Mahamadou et Mohamed Bazoum à corriger au moins ses quelques lacunes, sans nul doute au grand bonheur des nigériens.

Les Djibril Abarchi, Farmo Moumouni, Boubé Nameywa, Issoufou Yahaya et quelques autres étaient les seuls à prendre position en faveur du Peuple meurtri par une gouvernance calamiteuse. Les autres « intellectuels » regardaient ailleurs s'ils ne tentaient pas de justifier sur les réseaux sociaux les mesures antisociales de leur régime même lorsqu'il augmente les prix des denrées alimentaires ou encore l'électricité. Les Nigériens n'oublieront pas le rôle joué par une bonne partie de l'élite dans la maltraitance dont ils ont été victimes sous le PNDS-Tarayya.

Pour la société civile, l'écrasante majorité de ses acteurs a pris fait et cause pour le régime rose en abandonnant la défense de l'intérêt général. Comme les politiciens, ils se sont aussi vachement enrichis en construisant des immeubles alors qu'ils vivaient jusque-là en location dans des « cours communes » et ont acquis des grosses cylindrées laissant leur pétaradantes motos qu'ils fournissaient difficilement en carburant. Ils ont acquis beaucoup de richesses dans la trahison de l'intérêt général qu'ils prétendaient défendre et qui leur a donné l'importance d'être cooptés et corrompus par le régime corrupteur du PNDS. Heureusement, quelques rares acteurs de la société civile sont restés dignes dans la défense des libertés publiques, des droits des citoyens mais aussi de la démocratie. Fidèles à leur engagement, ces derniers ont haussé le ton pour dire les vérités qui fâchent en s'ex-

posant à la répression et à tous les dangers dont la prison. Ils ont maintenu le cap jusqu'au renversement salutaire de la renaissance. L'on peut citer, entre autres, Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Issa Garba, Mounkaïla Halidou, Maïkoul Zodi, Bana Ibrahim, Gamatié Mahamadou, Abdoulaye Seydou etc.

Mais aujourd'hui que la renaissance n'est plus, des gens qui ne s'étaient jamais préoccupés du malheur des nigériens sortent de nulle part pour se présenter sur les écrans de télévisions, dans les journaux et les radios comme des défenseurs de la patrie. Ces gens dont certains sont militants du PNDS-Tarayya jusqu'à sa chute se montrent zélés et vont jusqu'à tracer des lignes directrices aux autorités de la transition, comme si ce sont eux qui leur ont proposé de reprendre le contrôle de l'Etat, de sauver le Pays.

Les politiciens ne sont pas en reste. Tous les alliés qui ont aidé le PNDS à maltraiter les nigériens ces 12 dernières années l'ont abandonné depuis le coup d'Etat. Certains tentent de laver la honte avant d'aborder le public en faisant profil bas, tandis que d'autres qui n'ont pas froid aux yeux investissent les plateaux télé pour démontrer leur « amour » pour la patrie. Voyez-vous, derrière le célèbre « Labu sanni, no » (c'est pour le Pays) se cache, pour beaucoup, « intérêt sanni no » (c'est pour les intérêts). En vrai, avant de voir le Niger, ces individus ont toujours mis en avant leurs ventres.

Le patriotisme oui, mais non à l'opportunisme !

C'est le moment de saluer ce vaillant peuple nigérien qui demeure debout pour le combat de la patrie. Stoïque malgré les difficultés, vigilant malgré les adversités insoupçonnées. Au bout de nos efforts, on trouvera « un Niger prospère, le pays de nos rêves », un Niger de paix, « libre, fort et uni ».

Mais bon, après tout « Labu sanni no, Zantchan kasa ne »

Suite de la page 4

l'homme ».

L'observation de l'état général acquis par les sociétés visées, de leur qualité de vie avant et après les processus subis de la « démocratisation » ne peut laisser le spectateur que très perplexe.

La survie des États-Unis d'Amérique

En ne négligeant pas le fait que le peuple américain est un peuple fort sympathique et parfaitement amical en soi - ce qui ne peut nullement être nié par tous ceux qui ont eu l'expérience de relations et d'échange interpersonnel avec ses représentants et dont, pour ma part, j'ai la chance et l'honneur de côtoyer plus d'un de grand valeur humaine et vers qui j'éprouve de l'amitié et du respect profond - on ne peut, néanmoins, nier le fait que la liberté de pensée du peuple américain, dans sa majorité, est profondément soumise à la puissance de la propagande étatique, exercée depuis tant de décennies, via quasi l'intégralité des canaux de communication qui sont directement contrôlés par « l'état profond » américain et ses lobbies qui poursuivent les objectifs qui leur sont propres et ceci au nom de la nation américaine. Les raisons tellement nobles des interventions armées des USA dans le

monde, affichées auprès de la population américaine ne diffèrent, d'ailleurs, guère de celles affichées sur la scène internationale.

Comme le disait en 1981 l'ancien directeur de la CIA William Casey : « Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux ».

Contrairement à des narratifs développés par les antagonistes des États-Unis, pour cet « état profond » américain les véritables raisons des massacres répétés à grande échelle - il est difficile de nommer autrement le mode opératoire qui leur est propre - n'ont pas pour objectif ultime et fondamental la domination du monde, appropriément dit.

Cette qualification n'est pas tout à fait précise. L'objectif final visé est bien plus pragmatique : la survie des États-Unis d'Amérique.

Non pas la survie toute courte, en tant qu'une entité étatique, mais la survie des constructions permettant de réaliser des superprofits à des élites, d'une part, et, d'autre part, la survie de la mode et du niveau de vie acquis par le pays depuis la fin de la Grande dépression qui est arrivée à terme avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la relance de l'économie américaine par l'industrie de guerre.

Cette survie n'est, tout simplement,

pas envisageable sans la domination militaro-économique, ou, pour être plus précis, militaro-monnaire du monde.

Et ce n'est nullement un hasard de l'histoire que le budget de guerre, dit de défense des États-Unis à lui seul est supérieur à 1/3 des dépenses mondiales dédiées à la défense - l'élément crucial dans le maintien de la domination monétaire à l'échelle mondiale.

Le concept de la survie par la domination mondiale a été clairement formulé à la fin de la guerre froide par Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense dans sa doctrine dit « de Wolfowitz » - qui considérait les USA comme la seule superpuissance restante au monde et dont l'objectif principal est de conserver ce statut : « empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle posée autrefois par l'Union Soviétique ».

Les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine En mettant de côté les nobles narratifs adressés à la sensibilité psychologique des masses qui doivent exécuter le rôle qui leur est prescrit - l'approbation - voyons les réelles raisons, les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la nouvelle

guerre dans le cadre global de la survie des États-Unis d'Amérique - de la guerre en Ukraine.

Ses piliers-porteurs sont interdépendants et sont en nombre de trois :

le maintien de la domination mondiale par le système monétaire américain,

l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne

et l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine.

Tout autre élément de la guerre actuelle en Ukraine du côté américain, comme le lobbysme de l'industrie de l'armement américain, la récupération des marchés énergétiques, la protection des importants acquis économiques américains sur le sol ukrainien, les schémas de corruption, le revanchisme personnel des « élites » américaines russophobes issues de l'immigration de l'Europe de l'Est et tant d'autres - ne sont que les compléments, les dérivés secondaires et les conséquences des trois raisons clés énumérées.

A suivre

L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email : leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage
1000 exemplaires



L'ÉCOLE DE L'INNOVATION ET DE L'EXPERTISE

Tél: +227 90232725 / 99595018

RENTRÉE ACADÉMIQUE
LE 25 SEPTEMBRE
2023-2024



Cours en ligne disponible